



Syndicat "Avenir lycéen": comment la majorité fait bloc derrière Blanquer face aux enquêtes

VIDEO. La majorité veut se montrer unie et le Premier ministre a apporté son soutien à Jean-Michel Blanquer dans l'affaire du syndicat « Avenir lycéen ». Lors des questions au gouvernement, le Premier ministre Jean Castex a volé au secours de son ministre de l'Éducation pris dans l'affaire d'« Avenir lycéen ». Le ministre de l'Éducation nationale est soupçonné d'avoir téléguidé ce syndicat mais, pour Jean Castex, ces « affirmations sont dénuées de tout fondement », comme il le déclare dans la vidéo ci-dessous.

« Le ministre aurait constitué un syndicat de toutes pièces, affirmations totalement, je vous le dis, dénuées de tout fondement », a-t-il affirmé.

Jean Castex a notamment renvoyé à un « contrôle sur pièces » de l'association dont « le résultat est attendu pour la mi-décembre ».

Deux enquêtes « à partir de rien »

Samedi, le quotidien « Libération » a publié un long article affirmant que ce syndicat lycéen créé en 2018, qui s'est distingué par sa défense des réformes gouvernementales, avait « germé » au ministère avec l'idée de « servir la communication » de Jean-Michel Blanquer.

Syndicat Avenir lycéen et Blanquer : cinq questions pour comprendre la polémique

« Mediapart » a, lui, révélé début novembre qu'« Avenir lycéen » avait reçu 65 000 euros de subventions en 2019 qu'il avait dilapidés, selon le journal, en frais de bouche et hôtels de luxe.

Lundi, c'est le ministre de l'Éducation lui-même qui balayait ces accusations du revers de la main, affirmant devant la presse qu'il s'agissait d'un « non sujet », en dépit des précisions apportées par le site d'information en ligne « Mediapart ».

« Si quelqu'un regarde de près ce qui est dit dans ces articles, (...) on voit bien que "Libération" et "Mediapart" essaient de faire une affaire à partir de rien », a-t-il affirmé sur RTL.

« Méthodes de fascistes »

Face à la polémique, la majorité fait bloc. Une trentaine de députés LREM ont ainsi signé une tribune dans laquelle ils accusent « Libération » et « Mediapart » d'utiliser des « méthodes de fascistes ».

Dans cette tribune publiée sur le site « Atlantico », les députés emmenés par Aurore Bergé, François Cormier-Bouligeon, Ilana Cicurel ou Claire O'Petit, estiment que les deux médias, « bien décidés à monter cela en épingle », cachent en vérité une mouvance politique, « l'extrême gauche », qui aurait décidé de « nuire » au locataire de la rue de Grenelle en raison de sa dénonciation de « l'islamo-gauchisme ».

« Ces Gramsci aux petits pieds ont décidé de s'en prendre à ce qu'à son époque le théoricien italien défendait : l'armature idéologique de l'État (éducation, presse, culture, etc.) avec les méthodes des fascistes qu'ils combattaient alors », fustigent encore ces « marcheurs ».

LIRE AUSSI > « Citer Gramsci vous donne un air de profondeur à bon compte »